



DES PERSONNES ARRETEES ARBITRAIREMENT AU COURS DU MOIS D'AVRIL 2025

Un chef de rue arrêté en commune Muha, Bujumbura-mairie

Une information parvenue à la ligue Iteka indique que le 18 mars 2025, une femme surnommée "Computer" a été victime d'une agression violente à Kinanira II. Vers minuit, elle a été tabassée par un certain Olivier et jetée dans un caniveau rempli d'eau de pluie. Les cris de la victime ont alerté les personnes vivant à proximité, qui ont prévenu la police. Celle-ci, aidée par Libérât Kadwinda, chef de la 16^{ème} avenue, a arrêté Olivier et évacué la victime vers le poste de police Kinanira II(Kwa Vyisi) et il est retourné à la maison pour dormir en attendant de suivre le dossier le lendemain. Cependant, dans une décision surprenante, la police a renvoyé la victime sur les lieux du crime, où elle a été à nouveau agressée par le frère d'Olivier qui l'a jetée encore dans le caniveau, comme le confirment les personnes qui étaient présentes.

Le lendemain, les deux frères, les policiers et Kadwinda se sont présentés à la police de la zone Musaga pour interrogatoire. Le chef de poste de Kinanira II, Emmanuel Ndayikeza, a failli être arrêté par le chef de poste Musaga, mais une haute autorité a refusé son arrestation. Les policiers ont tenté de contacter Kadwinda pour les aider à éviter les conséquences de la mort de la victime, mais il a refusé. Ce refus a conduit les policiers à corrompre les témoins, permettant ainsi l'emprisonnement de Kadwinda, avant qu'il ne soit libéré quelques jours plus tard. Ce dossier soulève des questions sur la corruption et l'abus de pouvoir au sein des forces de l'ordre.

Une personne arrêtée en commune et province Muyinga

En date du 24 mars 2024, au bureau de l'OPJ Muyinga, situé dans la commune et province de Muyinga, Siniremera Theodore a été interpellé et placé derrière les barreaux dans les cachots de la PJ Muyinga par un OPJ nommé Gérard, surnommé Gasongo. D'après des témoins locaux, la victime se présentait à l'invitation de cet OPJ concernant un conflit foncier l'opposant à un individu du nom de Mwarabu.

Le 27 mars 2025, lors d'une visite du procureur de la République près du TGI Muyinga, la victime a été libérée après que des alertes aient été lancées, le magistrat ayant constaté qu'une cellule de 2m sur 2m abritait plus de 200 détenus. Il a pris la décision de libérer plusieurs d'entre eux,

incarcérés pour des affaires civiles. Les prisonniers des cachots de Muyinga rapportent qu'ils souffrent de maladies nosocomiales à cause de la longue durée passée en position debout dans ces lieux de détention, n'ayant même pas la possibilité de s'asseoir en raison du nombre excessif de personnes dans une cellule aussi exigüe.

Détention arbitraire d'un membre du CNL Bujumbura-mairie

En date du 7 avril 2025, vers 15 heures, Eduard Nzambimana, résidant du quartier Musama 3, zone Kanyosha, dans la commune Muha, et figure majeure du parti CNL pro Rwaswa, a été appréhendé alors qu'il exécute ses tâches habituelles à la galerie Iriho. Cet événement s'est produit devant les bureaux de Star Times, à proximité de l'endroit fréquemment désigné comme "vélo Moto".

D'après des témoins, Nzambimana a été capturé par des agents du SNR vêtus d'uniformes de police. Avant d'être violemment embarqué dans un véhicule double cabine aux vitres teintées, immatriculé E 0462 A, il a été frappé et maltraité. Il a ensuite été amené vers les cellules du SNR, situées près de la Cathédrale Regina Mundi, en mairie de Bujumbura.

La famille est dans une grande inquiétude, ignorant son emplacement de détention depuis plusieurs jours, malgré leurs recherches infructueuses dans différents centres de détention. Manquant d'informations concernant les raisons de son arrestation, la famille ressent une angoisse intense relative à sa sécurité. Elle demande que, si des charges sont retenues contre lui, Eduard Nzambimana soit présenté devant les instances judiciaires compétentes, conformément à la loi. La possibilité de le savoir dans un endroit secret, sans possibilité de contact ni d'information sur son état, renforce la peur de ne plus jamais le revoir, voire de découvrir qu'il a été tué.

Eduard Nzambimana tenait le poste de secrétaire du parti CNL pro Rwaswa à Mukaza, dans la mairie de Bujumbura. Il était aussi un commerçant actif, vendant des vêtements et offrant des services de location d'accoutrements pour des festivités telles que les mariages et les cérémonies de dote, exerçant depuis son magasin à la galerie Iriho.

Après plusieurs jours d'incertitude, il a été confirmé qu'en date du 10 avril, Eduard Nzambimana a passé sa première nuit à la prison centrale de Mpimba, après avoir été détenu dans les locaux du SNR près de la cathédrale Regina Mundi.

Deux militants du parti CNL arrêtés en commune Kayogoro, province Makamba

En date du 14 avril 2025, Gatore Thierry et Ndayishimiye Thierry, tous militants du parti CNL de la colline Kigaza, zone Dunga, commune Kayogoro, province Makamba, ont été arrêtés et conduits au cachot du commissariat communal à Kayogoro par des Imbonerakure en collaboration avec le commissaire communal de police à Kayogoro après la découverte de tracts anonymes dans plusieurs localités, y compris à Rutana, chef-lieu de la province voisine. Selon les militants du parti CNL en commune de Kayogoro, même province, ils sont secoués par une vague d'intimidation et de répression ciblant les militants de ce parti d'opposition CNL. Les victimes ont été accusées par ces Imbonerakure de jeter des tracts dans cette localité.

Deux journalistes arrêtés puis relâchés en mairie de Bujumbura En date du 21 avril 2025, vers 10 heures, le journaliste Willy Kwizera de Radio Bonesha FM et Ahmad Masudi Mugiraneza de Radio Nderagakura ont été interpellés par la police alors qu'ils assuraient la couverture médiatique d'un sit-

in des victimes d'escroquerie de la coopérative COOPEDI devant la microfinance INEZA IWACU. Les deux journalistes ont d'abord été conduits dans les cellules de la zone Kinama, avant d'être transférés au BSR pour i nterrogatoire. Ils ont ensuite été placés en détention dans les locaux de cette institution policière, accusés de rébellion et d'insurrection. Contacté par la direction de Radio Bonesha FM, le colonel de police Habimana Pascal, chef des OPJ au BSR, a déclaré que les journalistes étaient informés de la manifestation à l'avance mais n'avaient pas averti la police. Il les a ainsi désignés comme des planificateurs, impliquant également les radios qui les avaient envoyés, dans un complot visant à déstabiliser la sécurité de la mairie en cette période électorale. Il a précisé qu'il fallait attendre la décision de la hiérarchie. Cependant, vers 17h30, le commissaire municipal Eduard Mukoko a appelé les directeurs de Radio Nderagakura et de Radio Bonesha FM pour annoncer la libération des journalistes, évoquant une incompréhension. Il a également décidé de libérer toute une centaine de personnes qui avaient été arrêtées à Kinama suite à ce sit-in. Selon les professionnels des médias, cette arrestation illustre le niveau d'atteinte à la liberté de la presse au Burundi. Ils dénoncent l'interpellation de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions, d'autant plus que la nouvelle loi sur la presse de 2024 a dépénalisé certains délits de presse. Les professionnels des médias burundais appellent au respect de la loi, de la liberté de la presse et du métier de journalisme.